Forum de Glion : quel avenir pour la Suisse?

Autor(en): **Psachin, Olivia**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **- (1999)**

Heft 125

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-847587

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Forum de Glion : quel avenir pour la Suisse ?

À l'initiative de la TSR et du journal Le Temps, comme chaque année, le forum veut permettre à la Suisse romande de se pencher sur les défis helvétiques. **Olivia Psachin**

« *Internet mondialise les horaires* », martèle Nick Hayek lors de l'ouverture du Forum, en présentant le modèle Swatch beat ou heure internet, ainsi que le Swatch earthlink qui permettra aux objets électroniques de reconnaître les usagers. Quant à la biotique, convergence entre la biologie et l'informatique, elle va, selon Joël de Rosnay, permettre un jour aux machines de reconnaître mouvements, odeurs et pourquoi pas pensées humaines. Les biopuces, fonctionnant grâce aux codages ADN, permettront de résoudre des problèmes informatiques.

Le vendredi commença ses débats par l'intervention volontairement enthousiaste de Nelly Wenger sur la faisabilité de l'Expo 02 ce qui n'empêcha pas la majorité des participants de conclure à une sorte de panne de la Suisse à réaliser de grands projets.

Le reste de la journée se consacre aux rapports Suisse-Union européenne. L'ambassadeur Alexis Lautenberg, chef de la Mission suisse auprès de l'UE, affirme, en introduction à la table ronde sur le thème de la menace sur la Suisse de l'harmonisation fiscale européenne, que la Suisse doit adapter à terme sa fiscalité à celle de l'UE via une sorte d'intégration autonome dans la fiscalité européenne. À condition, selon Michel Dérobert de l'Association des banquiers privés, que les paradis fiscaux liés aux membres de l'UE soient inclus dans la discussion.

Les systèmes de notification et de retenue à la source cohabitent actuellement au sein de l'UE. Celle-ci cherche à mettre au point, depuis dix ans, un système unique. Etant donné le contexte actuel, l'ambassadeur Lautenberg pense que la Suisse doit suivre avec attention le dossier : il y a réalisation du marché intérieur, rigueur budgétaire imposée aux gouvernements des Quinze, concurrence entre les implantations industrielles obligeant l'UE à réfléchir aux moyens de décharger le travail du poids de la fiscalité pour aller vers une imposition du capital.

Lors de la table ronde, Jean Bensaïd, conseiller technique au Cabinet du Premier ministre français, rappelle que l'aboutissement du projet d'harmonisation fiscale européenne n'implique pas l'accord des pays tiers mais que ceux-ci seront touchés par la création de mesures équivalentes. Jacques de Watteville, chef du Service économique et financier du DFAE, souligne le souci du Conseil fédéral de conserver une place financière suisse saine, et les mesures prises pour la lutte contre le blanchiment d'argent sale, mesures qui mettent la Suisse en position de leader dans la lutte contre les activités du crime organisé. Par contre, Jean Russoto, avocat à Bruxelles, fait part de sa circonspection sur l'état d'avancement du projet d'harmonisation fiscale européenne.

Le thème du prix de l'intégration de la Suisse à l'UE suscite de vifs échanges entre Oskar Freysinger, président de la section valaisanne de l'UDC, et les autres intervenants. Pour la radicale Christine Beerli, l'UE est une communauté de paix, et le démocrate-chrétien Jean-Philippe Maître ajoute que l'intégration de la Suisse devient urgente car plus le temps passe plus le prix économique et politique sera élevé. La socialiste Christiane Brunner manifeste sa crainte de voir le monde économique suisse se désintéresser de l'adhésion après l'acceptation des accords bilatéraux, et le libéral Simon Eggly de craindre un moratoire de la pensée politique. Par contre, l'écologiste Luc Recordon veut éviter tout amalgame entre bilatérales et possible adhésion, et Christine Beerli d'envisager une possibilité d'adhésion dans un délai de 5 à 10 ans. Oskar Freysinger s'inscrit en faux, craignant la dilution de l'identité suisse au sein de l'UE, l'augmentation du chômage, la fin de la démocratie directe… et l'absence de défense propre de l'Europe, tout en soulignant l'inféodation européenne au parapluie américain.

Le conseiller fédéral en charge des affaires étrangères, Joseph Deiss conclut la journée en affirmant que la Suisse ne peut rester isolée et doit, pour défendre ses intérêts, participer aux grandes alliances supranationales, en commençant par adhérer à l'ONU. Si l'objectif du Conseil fédéral reste l'adhésion à l'UE, M. Deiss resta d'une prudence qui lui fut reprochée par les participants, sur ce dossier de l'adhésion.

Pour finir ses travaux de réflexion, le Forum s'interroge pour savoir si la Suisse peut devenir leader mondial des biotechnologies. Patrick Aebischer, nouveau président de l'École polytechnique de Lausanne, plaide en faveur des Start up (petites entreprises commercialisant la recherche), générant des emplois, surtout aux États-Unis. Si la Suisse est classée première en science performante, des raisons culturelles freinent l'exploitation commerciale du savoir-chercher helvétique. Hervé de Kergroven, analyste chez Darier Hentsch & Cie, d'asséner que la pharmacie suisse est aujourd'hui installée aux États-Unis notamment à cause de la taille du marché américain et de sa capacité à évoluer. Patrick Aebischer conclut le débat en rappelant l'absolue nécessité de donner aux jeunes chercheurs suisses un espoir de promotion au mérite, mais également de créer des Start up financés par le capital-risque. Le but étant de faire revenir les cerveaux suisses expatriés ou de les conserver.